

L'UNESSA, l'Union en soins de santé, défend le budget des soins de santé 2018 mais réclame toujours plus de stabilité au gouvernement

Belga

L'organisation patronale qui fédère près de 300 structures actives dans le domaine des soins de santé en Wallonie, l'Union en soins de santé (UNESSA), estime mercredi que les différents acteurs se sont mis d'accord pour proposer au gouvernement «un cadre budgétaire réaliste, où chacun contribue équitablement à l'effort à consentir pour 2018». Le comité de l'assurance de l'Institut national de l'assurance maladie-invalidité (Inami) a approuvé lundi dernier la proposition de budget des soins de santé 2018.



Photonews

Illustration

«Il s'agit d'un signal fort. Mais qui ne doit pas occulter la fragilité financière du secteur hospitalier», estime le directeur général de l'UNESSA, Pierre Smiets.

«(L'année) 2016 a été une année où le secteur hospitalier a été relativement 'épargné' par les mesures d'économies imposées au budget des soins de santé. 2017 par contre a été d'un tout autre ordre: plus de 200 millions d'euros d'économies ont concerné directement le secteur hospitalier», pointe M. Smiets.

L'UNESSA réclame toujours au gouvernement un pacte de stabilité budgétaire pour une période de cinq ans, afin «que notre système de santé reste l'un des plus accessibles et des plus appréciés d'Europe».

UNESSA défend le budget 2018 des soins de santé



BRUXELLES 04/10 - Ce lundi 2 octobre, le comité de l'assurance de l'INAMI a voté la proposition budgétaire 2018 qui sera transmise au Gouvernement. La procédure budgétaire revue nécessite une majorité sur le banc des organismes assureurs et sur celui des prestataires. Prenant leurs responsabilités, les différents acteurs se sont mis d'accord pour proposer au Gouvernement un cadre budgétaire réaliste, où chacun contribue équitablement à l'effort à consentir pour 2018. Pour Pierre Smiets, directeur général d'UNESSA, "il s'agit d'un signal fort ! Mais qui ne doit pas occulter la fragilité financière du secteur hospitalier".



La toute récente étude MAHA, qui porte sur l'activité et les résultats 2016 du secteur hospitalier, montre que la situation ne s'améliore pas. Au contraire, de plus en plus d'hôpitaux voient leur résultat courant (en d'autres termes, le bénéfice de l'année) diminuer. Près d'un hôpital sur trois termine encore l'année dans le rouge.

Et Pierre Smiets de rappeler que "2016 a été une année où le secteur hospitalier a été relativement "épargné" par les mesures d'économies imposées au budget des soins de santé. 2017 par contre a été d'un tout autre ordre : plus de 200 millions d'€ d'économies ont concerné directement le secteur hospitalier."

Comparer cette somme au résultat MAHA 2016 de l'« hôpital Belgique » (qui se chiffre à moins de 100 millions d'€) fait craindre de très grosses difficultés pour 2017. Dans les faits, il y a toujours un effet retard avec les mesures d'économies prises dans le cadre du budget des soins de santé.

Pour que notre système de santé reste l'un des plus accessibles et des plus appréciés d'Europe, UNESSA réclame toujours au gouvernement un pacte de stabilité budgétaire pour une période de 5 ans !

Notre organisation est bien consciente de la nécessité de voir évoluer le secteur mais elle rappelle qu'elle souhaite une réforme réaliste et humaine, par étapes. Concernant la réforme du secteur hospitalier, Pierre Smiets souligne que "nous souhaitons obtenir la clarté sur les modalités, les objectifs et les échéances afin de lever toutes les incertitudes".

Et de conclure, "cette réforme annoncée doit garantir le maintien de la qualité de l'offre et du service au patient, mais aussi l'équilibre financier d'institutions toujours plus fragilisées".

UNESSA en bref

Issue de la fusion entre la FIH (Fédération des Institutions Hospitalières) et la FNAMS (Fédération Nationale des Associations Médico-Sociales), UNESSA (acronyme des mots UNion En Soins de SANTé) est une organisation patronale qui fédère près de 300 structures actives dans les domaines des soins de santé en Wallonie.

04/10/2017 Source: communiqué de presse de l'UNESSA

Medi-Sphere, 05/10/2017

Unessa défend le budget 2018 des soins de santé

• par F.D.



A l'occasion de la présentation des résultats de l'étude MAHA de Belfius relative à la santé financière des hôpitaux généraux, la fédération hospitalière Unessa a tenu à soutenir publiquement la proposition budgétaire 2018 qui a été votée lundi au Comité de l'assurance.

Prenant leurs responsabilités, les différents acteurs se sont mis d'accord pour proposer au gouvernement un cadre budgétaire réaliste, où chacun contribue équitablement à l'effort à consentir pour 2018. Pour Pierre Smiets, directeur général d'Unessa, *«il s'agit d'un signal fort! Mais qui ne doit pas occulter la fragilité financière du secteur hospitalier.»*

L'étude MAHA, présentée le 4 octobre, montre que la situation ne s'améliore pas. Au contraire, de plus en plus d'hôpitaux voient leur résultat courant diminuer. Près d'un hôpital sur trois termine encore l'année dans le rouge. Et Pierre Smiets de rappeler que *«2016 a été une année où le secteur hospitalier a été relativement épargné par les mesures d'économies imposées au budget des soins de santé. 2017 par contre a été d'un tout autre ordre: plus de 200 millions d'euros d'économies ont concerné directement le secteur hospitalier.»*

Comparer cette somme au résultat MAHA 2016 de l'«hôpital Belgique» (qui se chiffre à moins de 100 millions d'euros) fait craindre de très grosses difficultés pour 2017. En effet, dans les faits, il y a toujours un effet retard avec les mesures d'économies prises dans le cadre du budget des soins de santé.

Comme nous l'indiquions déjà dans nos médias les derniers mois, Unessa réclame toujours au gouvernement un pacte de stabilité budgétaire pour une période de 5 ans. *«Notre organisation est bien consciente de la nécessité de voir évoluer le secteur mais elle souhaite une réforme réaliste et humaine, par étapes. Concernant la réforme du secteur hospitalier, nous souhaitons obtenir la clarté sur les modalités, les objectifs et les échéances afin de lever toutes les incertitudes. Cette réforme annoncée doit garantir le maintien de la qualité de l'offre et du service au patient, mais aussi l'équilibre financier d'institutions toujours plus fragilisées»*, conclut Pierre Smiets.